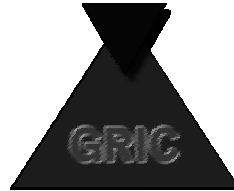


Groupe de recherche sur l'intégration continentale



Les Amériques en juin 2002

Afef Benessaïeh

Juin 2002

Curieuse conjoncture en Amérique du Nord. Une fois n'est pas coutume, c'est l'économie canadienne, en forte reprise, qui donne des leçons à sa voisine, quelque peu sonnée par les scandales financiers et les bas de la bourse, et même à l'économie mexicaine, toujours en récession. Dans le reste du continent, les choses ne s'améliorent pas. La crise argentine commence à faire mal aux pays de la région et les difficultés économiques et politiques que traversent la plupart d'entre eux ne sont pas de nature à favoriser l'investissement. Les agences financières ont d'ailleurs brutalement relevé les primes de risque de la plupart des pays émergents, dont le Brésil et le Mexique, ce qui n'est pas de nature à redonner confiance aux investisseurs. Les investissements directs avaient fortement chuté en 2001, et tout indique que ceux-ci ne devraient pas dépasser les 46 milliards de \$ É.U. cette année, soit bien en deçà du faible 67 milliards de l'année dernière. Tous les pays sont touchés, à commencer par le Chili, le Venezuela et le Mexique ont par ailleurs vu les entrées d'investissement s'effondrer de - 83 %, - 62 % et - 24 %, respectivement, au premier trimestre de cette année. La conjoncture politique est toujours aussi inquiétante au Venezuela, en Colombie et en Argentine où le président Duhalde, en quête de légitimité, vient d'annoncer des élections présidentielles anticipées pour mars 2003.

*
* *

ALÉNA

États-Unis : la crise de confiance

La reprise de l'économie américaine est-elle aussi solide que les indicateurs économiques le laissent croire ? Après le nouveau dérapage boursier de la fin juin, la multiplication des scandales financiers et l'instabilité financière qui gagne toute l'Amérique latine, la question est maintenant ouvertement posée, à commencer par les marchés financiers.

À première vue, la croissance économique, soutenue par les dépenses des consommateurs, la construction résidentielle et les dépenses publiques, continue d'être forte, le taux de croissance du PIB pour le premier trimestre ayant même été corrigé à la hausse, soit 6,1 % sur une base annuelle au lieu de 5,6 % (1,7 % d'augmentation au dernier trimestre 2001). Autre indicateur qui ne trompe pas, l'indice composite du Groupement des directeurs d'achat dans le secteur manufacturier a encore une fois augmenté en juin, de 0,5 points, pour passer à 56,2, le plus haut niveau depuis février 2000. L'indice pour les carnets de commande et celui de la production sont également à la hausse, atteignant respectivement 60,8 et 61,4. Seuls les indices de l'emploi (49,7) et des stocks (43,7) sont en baisse, en deçà d'ailleurs du seuil de critique de 50 de la croissance. La production industrielle d'ailleurs est toujours en croissance, de 0,2 % en mai par rapport à avril et le taux d'utilisation des capacités de production dépasse maintenant 75,5 %. Que dire également de la croissance de la productivité, en hausse de 8,4 % au premier trimestre 2002, contre 5,5 % au dernier trimestre 2001 ! Quant à la confiance des consommateurs, quoique un peu ébranlée par les informations financières, elle reste forte, et ce, même si l'indice de confiance

avancé de l'Université du Michigan enregistre un certain repli en juin, à 92,4 comparativement à 96,9 le mois précédent.

Jusqu'à présent en somme, c'était le scénario de la reprise économique en « V » qui semblait se confirmer. Pourtant, de plus en plus nombreux sont ceux qui se demandent si ce n'est pas plutôt d'une reprise en trompe l'œil dont il s'agit, comme si les consommateurs américains dépensaient sans compter pour conjurer leurs peurs et ne pas penser au lendemain. De fait, cette reprise n'a rien d'habituel. L'économie américaine n'allait pas bien avant les événements du 11 septembre. Mais, alors que tout le monde s'attendait à voir l'économie s'enfoncer dans une récession profonde, c'est l'inverse qui s'est produit. Les consommateurs et les autorités monétaires donnant le ton, l'économie a enregistré depuis lors trois trimestres successifs de croissance soutenue. Les seuls à entretenir une certaine méfiance étaient les milieux d'affaires et les marchés financiers. Aujourd'hui, les événements semblent leur donner raison. La croissance se fait plus hésitante, mais surtout, les indicateurs financiers affichent des signes plus qu'inquiétants.

Tout d'abord, la rentabilité des entreprises s'est fortement dégradée ces derniers mois, ce qui n'aide pas à l'investissement, toujours déprimé (en diminution au premier trimestre 2001 pour un cinquième trimestre consécutif. Or, on le sait, il n'y a pas de reprise solide sans investissement, et pas d'investissement tant et aussi longtemps que les milieux d'affaires n'ont pas retrouvé confiance dans l'économie, ce qui n'est pas le cas actuellement. Le malaise de l'investissement ne concerne pas seulement l'investissement domestique, mais également

l'investissement étranger. Le département du Commerce estime en effet que les investissements directs étrangers (IDE) aux États-Unis ont chuté de plus de 60 % en 2001. Tandis qu'ils avaient totalisé les 334,63 milliards de \$ É.U. en l'an 2000, les IDE n'ont représenté que 132,94 milliards de \$ É.U. en 2001. Les secteurs les plus touchés par ce recul comptent notamment l'industrie de la transformation et, ce qui est plus préoccupant puisqu'il s'agit d'un des secteurs les plus dynamiques de la dernière décennie, l'industrie de l'information. Tentant de justifier ce recul, le département du Commerce met notamment en cause la faiblesse de l'économie mondiale et américaine en 2001, ainsi que le ralentissement des fusions et acquisitions à travers le monde. Mais le problème semble plus sérieux : les rendements ne sont plus là et, ce qui est plus grave, la défiance envers le capitalisme américain gagne les investisseurs étrangers. Rien d'étonnant dans ce cas de voir le dollar perdre des plumes face au yen et à l'euro, avec lequel il est maintenant à quasi-parité.

Ensuite, la crise profonde que traverse la nouvelle économie est loin d'être résorbée. Il est d'ailleurs significatif de constater qu'en ce moment, ce sont les secteurs traditionnels, l'automobile en particulier, qui ont le vent en poupe. Autrement dit, ce sont les secteurs les moins compétitifs de l'économie et les moins créateurs d'emplois qui portent la reprise. En témoigne le fait qu'en mai, l'économie américaine a créé moins d'emplois que prévu, soit 41 000 « nets » alors que les économistes s'attendaient à quelque 68 000 créations nettes. Que le taux de chômage ait légèrement baissé, de 0,2 points, pour atteindre 5,8 % en mai, ne doit pas faire illusion, à la différence de l'économie canadienne, l'économie américaine crée peu d'emplois en ce moment. Autre indicateur préoccupant : le déficit commercial commence à peser de plus en plus lourd. En avril, le déficit commercial (biens et services) a atteint des niveaux sans précédents, 35,9 milliards contre 32,5

milliards le mois précédent. Pour le premier trimestre, le déficit commercial s'est élevé à 95 milliards de \$ É.U. (97,2 au premier trimestre 2001) et le déficit courant à 112,5 milliards de \$ É.U. (107,7 au premier trimestre 2001). Là encore, ce sont les importations de biens de consommation (encore l'automobile) qui alimentent le déficit, autrement dit les consommateurs américains dépensent certes, mais ils préfèrent acheter les produits étrangers plutôt que les produits américains. Quant aux exportations, elles traînent la patte, et ce ne sont certainement pas les mesures protectionnistes récentes qui vont aider l'industrie américaine à gagner de nouveaux marchés.

Mais, plus que tout, ce sont les scandales financiers en cascade (Enron, Andersen, Worldcom, Tyco, Xerox, etc) qui sont en train de miner la confiance que les investisseurs avaient jusque là dans l'économie américaine. Subitement, le problème vient de changer de nature. Ce n'est plus simplement de surproduction et de surinvestissement dans la nouvelle économie dont il s'agit, mais de malversations financières, de manipulations comptables, de conflits d'intérêts, etc. La faillite frauduleuse d'Enron avait déjà provoqué une vive réaction des marchés financiers et forcé l'administration Bush à resserrer les règles de surveillance. L'aveu des dirigeants de la géante des télécommunications Worldcom selon lequel la compagnie avait déclaré des profits fictifs de quelque 4 milliards de \$ sur les cinq derniers trimestres a littéralement mis le feu aux poudres. La Security and Exchange Commission a eu beau présenter fin juin, comme le lui avait ordonné l'administration présidentielle, un ensemble de mesures assez draconiennes pour mettre un peu d'ordre dans les comptes des entreprises, c'est un véritable cataclysme qui s'est abattu sur les marchés boursiers. De quoi effrayer non seulement les petits actionnaires, mais aussi les investisseurs institutionnels et étrangers, comme si chacun prenait d'un seul coup conscience que le

capitalisme américain n'était finalement qu'un château de carte.

Signe des temps, la bourse et le dollar sont actuellement au plus bas. Et rien n'indique que le creux a été atteint. Or, une bourse faible, un dollar faible, c'est pour les autorités, monétaires en particulier, deux problèmes en un. Problème de financement tout d'abord, du déficit extérieur certes mais également de la croissance, celle-ci étant de plus en plus dépendante des marchés extérieurs. Problème ensuite de robustesse d'un système financier (les banques, les compagnies d'assurance, les fonds de pension, notamment) pris en ciseaux entre la baisse brutale de la valeur des actifs et des niveaux d'endettement qui n'ont jamais été aussi élevés. De quoi rendre nerveuses les autorités monétaires qui, ne voulant pas casser la reprise économique ni jeter de l'huile sur le feu, se font particulièrement silencieuses ces temps-ci, hésitant à relever les taux directeurs et à resserrer le crédit. Mais pourront-elles longtemps encore rester sur leur réserve ?

Les marchés financiers n'avaient guère apprécié les déclarations récentes de Paul O'Neil sur le dollar. La leçon a été retenue puisque la Réserve fédérale, de concert avec la Banque centrale européenne et la Banque du Japon, est intervenue massivement sur les marchés des changes pour calmer un peu le jeu, mais cela prend davantage que des interventions ponctuelles pour redonner confiance aux investisseurs, particulièrement échaudés par les déboires de la nouvelle économie et des manipulations comptables qui ne sont pas sans rappeler l'époque peu glorieuse des grands capitaines d'industrie. Le ver est dans le fruit, comme on dit, et tous les scénarios sont possibles maintenant. Pour les plus optimistes, la purge n'est pas finie, et, plutôt qu'une reprise en « V », c'est une reprise en « W » qu'il faut envisager. Pour les plus pessimistes, le mini-krach boursier de la fin juin ne serait qu'un autre signe avant-coureur d'un krach financier majeur. À chacun son scénario, mais une chose est sûre : si l'économie américaine allait mal avant le 11 septembre, elle va

encore plus mal aujourd'hui et tout laisse à penser que la croissance des derniers mois n'aura peut-être été qu'un feu de paille. À suivre donc.

Canada

Au Canada maintenant, les nouvelles sont bonnes et même très bonnes : la croissance économique au Canada dépasse les chiffres connus pour l'ensemble des pays les plus riches de la planète. Le taux de croissance a atteint les 1,5 % au premier trimestre 2002 — par rapport au dernier trimestre 2001. Sur une base annualisée, la croissance grimpe à un solide 6 %. Statistiques Canada attribue notamment cette hausse à l'effervescence du marché du logement", ainsi qu'à la reprise des exportations, de la fabrication, et au ralentissement de l'épuisement des stocks. En avril, le PIB a augmenté de 0,8 %. Il s'agit de la plus forte hausse mensuelle depuis deux ans et la septième augmentation consécutive du PIB. Il en va de même des livraisons manufacturières et des carnets de commandes, et, pour la première fois depuis dix mois, les stocks ont augmenté.

Réagissant à la demande, le taux d'utilisation des capacités dans le secteur manufacturier est passé de 78,8 % à 80,6 % entre le quatrième trimestre 2001 et le premier trimestre 2002. Pour l'ensemble de l'industrie, il passe de 80,4 % à 81,7 %. Autre bon résultat, la productivité du travail dans le secteur des entreprises a augmenté de 1 % au premier trimestre, la production réelle ayant augmenté de 1,8 % et les heures travaillées de 0,8 %. Il faut néanmoins noter qu'aux États-Unis, la productivité a augmenté de 2 % au cours du même trimestre. La croissance de la productivité accuse au Canada un retard important sur celle des États-Unis depuis deux ans, ce qui se fait sentir sur les coûts unitaires de main-d'œuvre, leur évolution étant défavorable au Canada. Quant à l'indicateur avancé de Statistique Canada a encore fortement progressé en mai, de 0,7 %. Seuls, les

indicateurs financiers font grise mine, mais rien de comparable à ce que l'on observe aux États-Unis. Il est intéressant de constater d'ailleurs que l'indice avancé des États-Unis n'a progressé que de 0,3 % en mai et que sur la base de 100 en 1992, l'indice américain n'était que de 110 pour ce mois comparativement à 176,4 pour l'indice canadien.

Entre mars et mai de cette année, le marché de l'emploi s'est aussi fort bien porté au Canada. En mars dernier, le nombre de prestataires de l'assurance-chômage a reculé de - 0,8 %, une baisse de plus de 548 800 bénéficiaires. Les salaires hebdomadaires sont quant à eux demeurés inchangés entre février et mars (à 674,04 \$ Can.); toutefois, sur une base annuelle, ils ont augmenté, de + 1,9 % entre mars 2001 et 2002. En mai, le taux de chômage a légèrement augmenté, de 0,1 points, pour atteindre les 7,7 %, tandis que 31 000 emplois additionnels (dont plus de la moitié à temps plein) ont été créés durant ce mois, et ce, notamment au Québec. Depuis le début de l'année, plus de 237 000 nouveaux emplois ont été créés au pays —120 000 uniquement au Québec —, dont plus du tiers dans le secteur manufacturier.

Tout irait pour le mieux au Canada si le taux d'inflation de base (excluant l'énergie et l'alimentation) n'avait pas légèrement dépassé les attentes, pour se chiffrer à 2,2 % en avril et 2,4 % en mai. L'inflation annuelle a néanmoins atteint le 1 % en mai, une baisse notable en comparaison avec les 1,7 % d'avril. Mais c'est encore trop pour la Banque du Canada qui parle déjà d'une possible surchauffe de l'économie. Histoire de conjurer la menace et de soutenir le dollar canadien, elle a donc décidé de relever les taux directeurs d'un quart de point le 4 juin. Le taux de financement à un jour et le son taux d'escompte s'établissent maintenant, respectivement, à 2,50 % et 2,75 %, contre 1,75 % pour le taux de base de la Réserve fédérale des États-Unis.

Sommet du G-8

Le Canada était l'hôte cette année de la rencontre du G7-G8. Le Sommet, tenu loin de toute manifestation à la fin juin à Kananaskis en Alberta, devait être placé sous le signe de l'aide au développement, de l'Afrique en particulier dont quatre chefs d'État avaient été conviés aux discussions. De l'Afrique, du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) en particulier, il fut effectivement beaucoup question, mais ce sont surtout les présidents des États-Unis et de la Russie qui ont volé la vedette. Le premier a obtenu ce qu'il voulait, soit un engagement complet du G8 dans la lutte contre le terrorisme et la sécurité dans les transports, ainsi que la mise en place d'un *Partenariat mondial du G8 contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes* en faveur duquel les huit chefs d'État et de gouvernement se sont engagés à rassembler jusqu'à 20 milliards de dollars américains au cours des dix prochaines années. Quant au second, il est reparti les mains pleines puisque dans l'immédiat, la Russie sera l'unique bénéficiaire de ces fonds, et ce, sans aucun engagement de sa part. La Russie sera également l'hôte du G8 en 2006. Quant à l'Afrique, elle a reçu le soutien recherché pour le NEPAD et l'engagement que la moitié de la nouvelle aide au développement promise lors de la conférence de Monterrey, soit six milliards de dollars. Un *Plan d'action pour l'Afrique du G8* a également été adopté comme cadre d'action en faveur du NEPAD. Les 8 se sont également engagés à établir des « partenariats renforcés avec les pays africains dont la performance correspond aux engagements pris dans le NEPAD ». En contrepartie, ceux-ci s'attendent à ce que « les pays africains prendront des engagements politiques solides », l'aide devant aller « aux nations de l'Afrique qui sont gouvernées avec justice, qui investissent dans leur capital humain et promeuvent la liberté économique ». Dans la même veine, les 8 ont réaffirmé les engagements pris à Doha, promis de résister

aux pressions protectionnistes et accepté de contribuer au manque à gagner de l'Initiative renforcée en faveur des PPTE, jusqu'à 1 milliard de dollars américains, étant entendu que les pays bénéficiaires suivront les règles de bonne gouvernance édictées par les institutions financières internationales. Ce qui est finalement peu de choses.

Mexique

Au Mexique maintenant, les nouvelles sont moins bonnes. Le taux d'inflation a atteint les 0,20 % au mois de mai; sur une base annualisée, l'inflation enregistrée en mai atteint en fait près de 4,68 %. Pour les premiers cinq mois de l'année, l'indice national des prix à la consommation est estimé à 2,13 %. L'augmentation des prix serait notamment due à la hausse des prix de produits et services tels le gaz domestique, le logement, les tomates, les oranges, le piment, la tortilla de maïs et la volaille. Selon la Banque du Mexique, l'inflation enregistrée au mois de mai est la plus importante des trente dernières années, ce qui, combiné au recul de l'activité économique du premier trimestre (- 2 %), rend le panorama économique du Mexique pour le moins préoccupant.

Au premier trimestre de l'année, et selon les estimations de la Banque Scotia, les investissements directs étrangers ont chuté de plus de 24 %. La valeur du peso est aussi en chute : du début de l'année à la fin mai, celui-ci a perdu près de 6 % de sa valeur face au dollar É. U. À la première semaine de juin, le peso s'échangeait à 9,82 pour un dollar des É.U., ce qui constitue son niveau le plus faible depuis mai 2001 (le peso oscillant habituellement aux alentours des 9 pesos pour un dollar depuis l'an 2000). Au 21 juin, il a même bondi à 10,08 pour un \$ É.U. pour revenir en dessous des 10 pesos pour un \$ le lendemain. Les chiffres de l'emploi ne font guère meilleure figure : au mois d'avril 2002, l'Institut national de statistiques, géographie et informatique (INÉGI) estime que l'industrie de la

Maquiladora a perdu plus de 15,4 % de sa main-d'œuvre par rapport au même mois l'année dernière, ce qui correspond à des mises à pied d'environ 600 travailleurs par jour depuis un an. Dans l'ensemble du secteur manufacturier, la principale composante du commerce extérieur du Mexique, l'emploi a chuté de 5,5 % en avril par rapport à avril 2001.

- Le Plan national de développement (Pronafide) 2002-2006 présenté par l'administration Fox le 12 juin dernier marque un changement d'approche en matière de développement. En effet, le gouvernement entend miser davantage sur la croissance du marché domestique et réduire la dépendance du Mexique envers les capitaux étrangers. Le gouvernement Fox souhaite essentiellement créer et soutenir les conditions économiques et financières qui permettront au pays de dégager plus d'épargne et de mobiliser davantage les ressources en faveur de l'investissement local. Le Programme réaffirme également la volonté du gouvernement de réduire progressivement le déficit public et d'élargir l'assiette fiscale grâce à l'introduction de nouvelles taxes, donc celles fortement impopulaires de 15 % sur des produits et services tels que les médicaments, les aliments, les livres, ou les frais de scolarité. Le gouvernement espère hausser de 22,7 % à 24 % du PIB le niveau des recettes fiscales d'ici 2006. Le document indique également que les « rutilants » 7 % de croissance promis pendant la campagne électorale seraient atteints à la fin du mandat, soit en 2006. Mais d'ajouter que pour que de tels taux de croissance soient possibles, le gouvernement devra s'engager dans de nouvelles réformes structurelles, et notamment libéraliser les secteurs de l'électricité, de l'énergie pétrolière et des communications, et rendre plus flexible le marché de l'emploi. Ce qui n'est pas une mince affaire vu l'opposition à ces mesures dans le pays en général et au parlement en particulier où le PRI est toujours en position de force.

- Un nouvel accord commercial s'ajoute au tableau de chasse du Mexique. À la mi-juin, le Mexique et le Brésil ont en effet signé un accord bilatéral qui permettra de réduire les tarifs douaniers dans le secteur automobile ainsi que pour quelque 815 produits industriels et agricoles. L'accord prévoit le libre-échange dans le secteur automobile pour l'an 2006. Pour cette année, il prévoit la réduction des tarifs actuellement en vigueur dans le secteur automobile (35 % pour le Brésil et 23 % pour le Mexique) à 1,10 %, pour un maximum de 140 000 véhicules légers pour chaque partie. Les prochaines années, ce tarif sera progressivement ramené à zéro tandis que les quotas iront en augmentant. L'accord vise également la libéralisation immédiate de 156 produits agricoles (dont les fleurs, le raisin, le soja et différents légumes), et la libéralisation plus progressive (de 20 à 100 %) de 659 produits industriels (dont les motocyclettes, les produits électroniques, la céramique, le papier, la cellulose et les encres). Les réductions tarifaires touchent également les biens de capital, entre 60 et 100 %. Cet accord sera signé par les présidents du Brésil et du Mexique le 3 juillet prochain, à Brasilia. Puis les mandataires se rendront à Buenos Aires à la réunion au sommet du MERCOSUR, prévue pour le 5 juillet, afin d'y définir un accord-cadre MERCOSUR-Mexique. Les relations commerciales avec le Mexique étant au beau fixe, le conseiller argentin, Carlos Ruckauf, entend demander à Buenos Aires que le Mexique agisse à titre d'intermédiaire dans les négociations entre les pays du MERCOSUR affectés par la crise financière, le FMI, et les États-Unis, une invitation qui ne n'en flattera que davantage le Mexique, dans son ambition de jouer les chefs de file en Amérique latine.

- Les ministres et représentant du Commerce du Canada, des États-Unis et du Mexique se sont rencontrés le 29 mai dernier à Puerto Vallarta pour discuter des avancées de l'ALÉNA. Quoique les nombreuses disputes commerciales — notamment le bois d'œuvre, l'agriculture, le

sucré et les camions — opposant les partenaires aient été évoquées, aucune entente spécifique permettant leur résolution n'a été enregistrée. Les représentants se sont plutôt félicités chaudement des progrès réalisés en matière de commerce depuis l'entrée en vigueur de l'accord en 1994. Les exportations du bloc auraient augmenté de près de 225 %. Ils ont également mentionné leur intention de « suggérer des recommandations » pour améliorer le Chapitre 11 de l'ALENA.

- Enfin, les 26 et 27 juin les chefs d'État et de gouvernement du Mexique et des pays d'Amérique centrale se sont rencontrés pour un cinquième sommet sur le Plan Puebla-Panama (PPP) à Mérida. À l'issue de la rencontre, les dirigeants se sont entendus sur la mise en marche d'un projet de construction et d'entretien d'un réseau autoroutier entre le sud du Mexique et Panama (pour 9000km de surface), un projet de plus de 3, 5 milliards de \$ É.U. Le Plan comporte huit initiatives principales, portant sur l'intégration des routes, le tourisme, le commerce, l'interconnexion des réseaux électriques et de communication, le développement durable ainsi que sur la prévention et l'action concertée en cas de désastres naturels. À l'issue de la réunion, un neuvième thème concernant la modernisation du secteur agricole et le commerce de ces produits a été ajouté à la liste du Plan PPP. De plus, Vicente Fox a invité les dirigeants d'Amérique centrale à ouvrir davantage de services consulaires au Mexique, ceci afin de mieux protéger les droits des migrants. Le Président de la BID y a aussi déclaré qu'il ne voyait pas de problèmes à la capacité des organismes multilatéraux de financer l'ensemble du plan ; si problèmes il y a selon lui, ils viennent plutôt de la capacité d'endettement des pays concernés. Le Mexique, de son côté, a réaffirmé son engagement d'allouer 159 millions de \$ É.U. au Honduras et au Nicaragua, des fonds qui seront canalisés via la Banque Centroaméricaine d'intégration économique.

PAYS ANDINS

Colombie

Sitôt élu (mais n'entrant en fonction que début août), le nouveau Président de la Colombie, Alvaro Uribe, a invité l'Organisation des Nations Unies comme médiatrice dans le conflit armé qui oppose la guérilla aux forces paramilitaires depuis près de quatre décennies. Uribe a essentiellement fait campagne sur la promesse de combattre militairement la guérilla, notamment les FARC (Forces armées révolutionnaires) et la ELN (Armée de libération nationale), sans toutefois préciser quelle sera la nature des relations entre le nouveau gouvernement et les paramilitaires de l'AUC (Forces unies d'auto-défense). Peut-être un peu stérilement pour ceux qui auraient aimé entendre d'autres discours et qui auraient surtout préféré éviter entendre des justifications vaseuses sur l'égalité véritable des genres, Uribe a expliqué que la nomination des quatre femmes ministres en charge de la Défense, des Relations extérieures, de la Culture et de l'Environnement, ne signifiait aucun changement de politiques à l'horizon – on est même tenté de penser cyniquement qu'elle excuserait leur durcissement. On connaît la chanson, les femmes politiques sont de vrais hommes, et sinon, elles le deviendront sûrement bientôt. Dommage, l'occasion est encore une fois ratée de spécifier en quoi une Ministre de la défense définirait autrement — peut-être — la réponse gouvernementale aux conflits armés.

Uribe a aussi affirmé qu'il appuyait sans réserve la lutte contre le trafic des stupéfiants menée par les États-Unis, indiquant aussi que le pays allait avoir besoin de ressources financières internationales additionnelles pour les programmes sociaux que son administration envisage de mettre à l'œuvre — l'accord de

la Colombie avec le FMI expirera en effet l'automne prochain. En fait de programmes sociaux, Uribe a déclaré qu'il demanderait une re-négociation des conditions auxquelles le FMI consentirait à lui octroyer les fonds nécessaires : il ne demandera rien de moins qu'un traitement de faveur pour une « économie en situation de guerre » — lire : autorisation anticipée de ne pas honorer les engagements pris si de nouveaux fonds ne sont pas octroyés. Pour la teneur ouvertement militariste de son discours de campagne (comme actuel) ainsi que sa réputation de dur à cuire comme ex-gouverneur de la province d'Antioquia (sous son mandat, le conflit s'est plus aggravé qu'autre chose), l'entrée en fonction d'Uribe comme Président en inquiète plus d'un, à commencer par les travailleurs des droits humains. Vu l'enthousiasme avec lequel son élection a été reçue à Washington, vu le fait également qu'Uribe moins gêné que Pastrana pour utiliser l'aide militaire de Washington à des fins répressives, le « dossier Colombie » a de quoi préoccuper.

• Hormis la tâche d'asseoir à la table des négociations les groupes armés, ou de durcir plus vraisemblablement l'offensive militaire au moindre semblant d'échec, la nouvelle administration colombienne a aussi plus d'un défi à relever en entrant en fonction. Elle hérite d'une économie plutôt faible, voire moribonde. Au premier trimestre 2002 et bien que la balance commerciale affiche un excédent de 169,9 millions de \$ É.U. (en comparaison avec le premier trimestre de 2001), le commerce s'est en fait fortement contracté : le Département administratif national des statistiques (DANE) estime que les importations ont chuté de plus de 13,5 % et les exportations, faible consolation, n'ont dégringolé que de 7,7 %. Ces chiffres reflètent par ailleurs assez fidèlement la contraction du commerce dans l'ensemble

de la région andine au premier trimestre 2002. Le PIB colombien a quant à lui augmenté d'un maigre 0,6 % au premier trimestre. Le DANE indique également que le commerce avec le Venezuela, second partenaire commercial du pays, a diminué de 32,8 % entre mars 2001 et mars 2002. Par ailleurs, le représentant de la Banque mondiale en Colombie, Alberto Chueca, estime que le taux de chômage réel (comptant le chômage "ouvert" et le chômage "informel") touche plus de 50 % de la population colombienne, tandis que plus de 60 % (24 millions) de la population vit soit dans la pauvreté, ou encore dans la misère (20 % de la population, ou 9 millions).

Venezuela

Au Venezuela maintenant, Hugo Chávez a annoncé à la fin mai qu'il autoriserait l'auteur du coup d'état raté du 12 avril Pedro Carmona à quitter le pays en direction de la Colombie, qui lui a offert l'asile diplomatique. Question économie, le Venezuela traverse une période préoccupante. Selon la Banque centrale du Venezuela, au premier trimestre de l'année, le PIB a chuté de 4,2 %, tandis que l'inflation de juin 2001 à juin 2002 a atteint les + 18,3 % (les estimations sont que le taux d'inflation oscillera entre 30 et 35 % à la clôture de 2002). Le président du syndicat patronal Fedecámaras, Carlos Fernández, un fervent opposant à Chávez, estime quant à lui que plus de 50 % de l'industrie du pays est en crise ou à la veille de fermer boutique, notamment dans les secteurs du textile et du plastique. Il considère qu'au premier trimestre 2002, la production industrielle a chuté de - 8 %, tandis que le tourisme et le commerce international du pays ont plongé, respectivement, de - 30 et - 9 %.

Confronté à la baisse brutale des revenus pétroliers, du commerce international et des investissements étrangers depuis le début de l'année, le gouvernement vénézuélien doit faire maintenant face à un déficit public

galopant, estimé dans les 8 % du PIB pour cette année (déjà 2 milliards de \$ É.U. manquent au Fonds de stabilisation macro-économique — FIEM, lesquels auraient été utilisés illégalement pour payer les salaires de fin d'année des employés d'État). À la toute fin mai, le ministre des Finances, Tobías Nóbrega, a annoncé que, sous réserve d'une approbation de l'Assemblée générale, le gouvernement hausserait les taxes en vigueur d'un point (à 15,5 %) et augmenterait la taxe perçue sur les transactions bancaires de 0,75 à 1 %. Parallèlement, il réduirait les dépenses de 10 % et privatiserait possiblement l'électricité. L'ensemble des mesures est maintenant connu comme le "Plan Tobías". Les comptes publics du pays ont besoin d'un bon 3,5 milliards de \$ É.U. : le Venezuela tentera aussi de faire passer le chapeau à la Banque interaméricaine de développement (BID), à la Corporation andine (CAF), à la Banque mondiale et peut-être même au FMI s'il le faut (Chávez, on s'en doute, n'en appelant au FMI que la mort dans l'âme). Tobías espère récolter les 2,5 milliards de \$ É.U. additionnels grâce à la mise en marché de nouveaux bons public sur les marchés financiers internationaux. Monsieur le ministre des Finances rêve-t-il les yeux grands ouverts? Qui achèterait du vénézuélien dans les conditions politiques que connaît actuellement pays ?

Les médias misent sur les probabilités d'un nouveau coup d'État militaire, lorsqu'ils ne font pas des gorges chaudes ou manipulent à loisir les prises de vues sur les manifestations populaires interpellant Chávez, un président encore populaire auprès de certains secteurs de la société, mais aujourd'hui de plus en plus inquiet pour sa sécurité personnelle. Début juin et comble de l'incongru, le Secrétaire d'État des États-Unis Colin Powell aurait même sondé l'OÉA pour voir si elle pourrait intervenir au Venezuela afin de... détendre l'atmosphère entre Chávez et ses opposants politiques. Les détracteurs de Chávez — dont les médias, gens d'affaires, factions militaires... et jusqu'au vice-président qui a

invité Jimmy Carter à venir faciliter le dialogue entre parties— ont applaudi la proposition, et se sont empressés de demander une médiation internationale pour arbitrer leurs querelles avec le président. À l'OÉA toutefois, le Brésil et le Mexique se sont montrés hostiles à toute ingérence internationale dans la gouverne du Venezuela.

MERCOSUR

Argentine

L'Argentine n'est pas au bout de ses peines dans ses efforts de définir incessamment un nouvel accord avec le FMI et de recevoir les 9,5 milliards de \$ É.U. bloqués depuis décembre dernier. Les analystes estiment que les fonds devraient être autorisés sous peu : en effet, l'Argentine devra commencer de rembourser à partir du 15 juillet les quelques 5 milliards de \$ É.U. (sur un total de 18 milliards) qu'elle doit à différents organismes multilatéraux. En attendant, avec mauvaise grâce, le FMI a accepté de repousser le remboursement d'un milliard de \$, une décision qui devrait être également prise par la BID et qui évitera au pays d'être mis en défaut de paiement vis-à-vis des institutions financières internationales.

Par ailleurs, et bien que le gouvernement Duhalde ait récemment rempli ses engagements pris avec le FMI d'abroger la « loi sur la subversion économique » et de faire signer par les provinces les plus importantes — dont l'incontournable Buenos Aires — un accord sur la réduction sévère de leurs déficits budgétaires (-60 %), le Fonds lui a fait savoir au début juin que ce n'était pas suffisant. Il demande maintenant à étudier les sections de la loi sur la subversion économique qui ont été insérées au code pénal (afin de sanctionner en toute légalité les malversations financières des particuliers comme des firmes et institutions), ainsi que le plan du gouvernement de modifier le "corralito", la restriction gouvernementale imposée sur les retraits bancaires, en restrictions volontaires permettant d'échanger une partie des dépôt en bons publics et en bons de consommation d'automobiles ou de propriétés mobilières — une modification qui ne convainc pas le FMI. Le Fonds préconise plutôt que les dépôts soient obligatoirement (et non volontairement ou optionnellement)

convertis en bons publics — et non en bons de consommation, ce qui alimenterait l'inflation déjà galopante. Mais le FMI ne tient apparemment pas compte du fait que la marge de manœuvre du gouvernement Duhalde est plutôt mince : déjà les banques du pays ainsi que les filiales d'étrangères doivent faire face à plus de 36 000 poursuites judiciaires de particuliers qui exigent de toucher leurs dépôts en espèces sonnantes. De plus, le Fonds ignore superbement le fait que le thème du *corralito* ait une dimension sociale critique: les manifestations d'ampleur qui secouent le pays depuis décembre dernier entonnent le thème de la levée des restrictions bancaires sur les avoirs des Argentins... Le dialogue de sourds se poursuit donc. Pour le FMI, le gouvernement ne respecte pas ses engagements ; pour ce dernier, le FMI demande toujours plus. Au moins, accordons le crédit à l'administration Duhalde de tenter avec les moyens du bord de trouver une issue à la crise économique et d'éviter que les manifestations ne dégénèrent à nouveau comme ce fut le cas mercredi 26 juin.

En attendant, le pays s'enfonce toujours plus creux dans la crise économique et sociale. Selon les chiffres du gouvernement, la pauvreté s'est sérieusement aggravée au pays depuis 1998 : actuellement, plus de 40 % de la population est en chômage, plus de 51,6 % de la population vit dans la pauvreté, et un cinquième de la population vit dans des conditions d'extrême pauvreté. En 1998, 32 % de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté. Depuis fin décembre dernier, les calculs du gouvernement sont que 25 000 personnes tombent chaque jour en dessous du seuil de pauvreté, soit près de 3,75 millions d'Argentins (sur un total de 37 millions d'habitants). Au premier trimestre 2002, le PIB a coulé de -18,3 %, tandis que l'inflation aurait dépassé les 30 % depuis le début de l'an (les prix à la

consommation ont augmenté de + 4 %, et de 10,4 % en avril). Aussi, et devant ce panorama économique désespérant, les Argentins ne désespèrent plus les rues. Jusqu'à maintenant toutefois, la violence était limitée à une répression policière moins meurtrière. Mais à la troisième semaine de juin, de nouvelles manifestations sociales à Buenos Aires se sont soldées le 26 juin par un bilan sans précédent depuis le début du dérapage économique au pays : les médias rapportent deux morts et plus d'une centaine de blessés (les chiffres varient selon les médias), sans compter les 160 protestataires incarcérés, à l'issue d'affrontements graves entre la police et des manifestants. La situation est d'autant plus grave que la police n'admet avoir utilisé que des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes. L'annonce faite par le président Duhalde d'avancer de six mois les élections présidentielles est-elle le prélude de la fin ou une habile manœuvre pour calmer les esprits ?

Brésil

Au Brésil, l'activité économique inquiète les observateurs, qui déplorent la lenteur avec laquelle le Brésil retrouve les chemins de la croissance, lorsqu'ils ne craignent pas l'irruption d'une crise financière imminente. Quoique l'activité industrielle se soit accrue de 4,1 % en avril par rapport au mois précédent, et de + 6 % par rapport à avril 2001, pour l'ensemble du premier trimestre 2002, elle a néanmoins baissé de - 0,1 % par rapport au premier trimestre de 2001. Au premier trimestre de l'année, le PIB a aussi faiblement augmenté d'un petit 1,34 % par rapport au trimestre précédent, mais par rapport aux chiffres pour le même trimestre de 2001, c'est de baisse dont il faut parler, soit - 0,7 %. Le chômage a aussi augmenté entre avril et mai, passant de 7 à 7,7 % — il atteindrait plus de 20 % dans les centres urbains importants comme le grand São Paulo. Pour le mois de mai, les estimations sont que le PIB a chuté de - 0,73 %.

Après l'Argentine, c'est maintenant vers le Brésil que tous les yeux sont braqués. Les marchés financiers continuent d'évoquer l'« effet Lula » pour expliquer l'instabilité du real comme la chute des flux d'investissements vers le pays. George Soros se serait même permis de conseiller aux Brésiliens d'opter pour la stabilité et de voter pour José Serra, le candidat de la coalition centriste au gouvernement, tandis que l'élection de Lula rendrait la situation financière brésilienne comparable à celle de l'Argentine. Mais cet effet Lula est contesté par plus d'un, d'autres parlent plutôt de la contagion argentine, tout en s'empressant de marquer les différences entre les deux économies ; et quelques uns vont même jusqu'à bâiller d'ennui à l'éventualité de l'élection du leader travailliste. Commentant le programme économique de Lula comme étant des plus orthodoxes, l'édition du 28 juin du *The Economist* concluait : « he is not such a frightening prospect ». En fait, même si le Brésil subit le contrechoc de la crise argentine, voire les effets de la crise boursière à Wall Street fin juin, le problème est plus profond.

Malgré les encouragements et l'aide financière du FMI, le Brésil est confronté à une sérieuse crise de confiance des investisseurs étrangers. Les doutes sont de plus en plus nombreux quant à la capacité des autorités brésiliennes de pouvoir trouver les capitaux nécessaires pour financer sa dette et son déficit courant. On estime à quelque 40 milliards de \$ É.U. les besoins financiers du Brésil pour cette année, un montant qui pourrait grimper rapidement vu la dépréciation actuelle du real (celui-ci a perdu 13 % de sa valeur depuis le début de l'année, pour se chiffrer à 2,84 par \$ É.U. au 21 juin). La dette publique dépasse maintenant à quelque 240 milliards de \$, soit 56 % du PIB, un record historique pour le pays. Le tiers de cette dette est indexée sur le dollar. Au 28 juin, le Brésil se classait en effet second marché le plus risqué au monde (avec 1700 points risque-pays), après l'Argentine et juste devant... le Nigéria.

Sur le plan commercial, les exportations du Brésil vers l'Argentine ont chuté de plus de 60 % depuis le début de l'année (tandis que les exportations argentines vers le Brésil ont, quant à elles, décliné de 25 %), laissant un solde commercial excédentaire à l'Argentine d'un montant triple à celui enregistré l'an dernier à la même période. Vindictif, l'ambassadeur du Brésil en Argentine a déclaré qu'en vue de corriger ce déséquilibre, le Brésil chercherait à définir un contenu d'origine MERCOSUR plus strict pour les automobiles et pièces argentines entrant le marché brésilien. Il a également annoncé que le Brésil passerait en revue la liste complète des disputes commerciales bilatérales et accusations de dumping de l'Argentine à son égard, et qu'il verrait à mettre en place un mécanisme de compensation (à la charge de l'Argentine) pour les exportateurs brésiliens qui vendent moins à l'Argentine de crainte de ne pas être payés. Le Secrétariat des relations économiques en Argentine a répliqué qu'il accepterait d'augmenter le contenu d'origine du MERCOSUR (et de réduire le contenu de provenance européenne) en contrepartie d'une redéfinition des quotas d'exportation automobile, de 1,6 à 2 voitures argentines exportées vers le Brésil pour chaque voiture brésilienne importée en Argentine. Les autres demandes brésiliennes ont été reçues comme étant « raisonnables » mais qu'elles nécessiteraient de nouvelles mesures communes, notamment l'augmentation des « crédits réciproques » octroyés par les banques aux exportateurs des deux pays.

Uruguay

Il n'y a pas qu'en Argentine et au Brésil que les choses vont mal, en Uruguay aussi. Et il était temps que les organismes multilatéraux commencent de débloquer les fonds pour sauver ce qui se peut après déjà quatre ans de crise. Le gouvernement de l'Uruguay fait pourtant tout ce qui est possible pour plaire aux grands argentiers de ce monde. N'a-t-il pas supplié les É.U. d'ouvrir des négociations commerciales, ce

à quoi ces derniers ont répondu avec plaisir, condamné Cuba au chapitre des droits humains quand il le fallait et allant jusqu'à traiter le gouvernement argentin de vaurien devant les médias ? La mesquinerie semble enfin payer : au premier juin, l'Uruguay s'est vu octroyer un crédit international de 3 milliards de \$ É.U., en contrepartie de l'ajustement fiscal de 230 millions de \$ É.U. approuvé à l'arrachée par les députés quelques jours plus tôt. Le FMI lui a alloué 1,5 milliards, en plus des 743 millions déjà approuvés en mars dernier (dont 600 millions doivent être versés), tandis que la BID et la Banque mondiale y sont allées, respectivement, de 500 et 400 millions. Le gouvernement uruguayen espère notamment utiliser ces fonds à la stabilisation économique du pays, au rééquilibrage des comptes publics (le gouvernement affiche un déficit public galopant, 68 millions de \$ É.U. en avril, soit plus de 70 % en comparaison d'avril 2001) et à la consolidation du système financier. Il faut dire que l'économie uruguayenne est en récession depuis trois ans et qu'au premier trimestre 2002, le PIB a encore chuté de -10,1 % par rapport à l'an dernier, et de -3,6 % par rapport au dernier trimestre 2001. Au premier trimestre 2002 (et en comparaison avec le trimestre précédent), l'activité industrielle manufacturière s'est, quant à elle, contracté de -17,8 %, et les exportations du pays, de -25,6 %. En attendant un miracle (pourquoi pas la dollarisation), le gouvernement a finalement décidé le 20 juin de laisser flotter le peso. Le même jour, la monnaie s'est brutalement dévaluée de -16 %.

BRÈVES HÉMISPHERIQUES

- À la mi-juin, les autorités commerciales du Chili et des États-Unis ont annoncé qu'elles suspendaient les négociations visant la signature d'un accord de libre-échange bilatéral jusqu'à septembre prochain, histoire d'attendre ce qu'il advient de la *Trade Promotion Authority*.

- Quelques nouveaux développements dans l'affaire Embraer-Bombardier : le 24 juin dernier, l'OMC a autorisé le Brésil à appliquer des sanctions commerciales contre le Canada. Toutefois, et comme le Canada conteste le montant de ces sanctions — le Brésil exigeant jusqu'à 3,36 milliards de \$ É.U.), l'OMC se donne encore 60 jours supplémentaires avant de rendre une décision additionnelle...

- Le 25 juin, l'OMC a aussi rendu un jugement défavorable au Canada dans le différend sur le lait qui l'oppose aux États-Unis et à la Nouvelle-Zélande. Le Canada a décidé d'en appeler de la décision.

- À la première semaine de juin, le Sénat des États-Unis a adopté (par 71 voix contre 2) la loi attribuant à l'exécutif plus de 31,5 milliards de \$ É.U. pour la lutte contre le terrorisme. L'administration Bush avait demandé 27 milliards, et le Congrès lui en avait donné 28,8...

- Quelques nouveautés à signaler dans le différend sur l'acier. Début juin, le département du Commerce a annoncé qu'une première liste de 61 produits allaient être exemptés des droits anti-dumpings sur l'acier. La majorité de ces produits sont de provenance européenne, mais ils ne représentent que 1 % du volume des importations américaines des produits de l'acier. De son côté, l'UE a annoncé à la seconde semaine de juin qu'elle avait défini les deux listes de produits américains qui seraient visés par des sanctions commerciales si une entente n'était pas

atteinte pour résoudre ce différend. L'UE menace d'imposer ces sanctions dès août prochain, et pour un montant allant jusqu'à 353 millions de \$ É.U. Les produits visés incluent l'acier, les vêtements et les jus de fruits. Les États-Unis ont, de leur côté, renchéri que la liste des produits de l'acier exemptés des sanctions était encore à l'étude, et qu'elle sera définie d'ici le 3 juillet prochain. Prochain épisode en juillet.

- Quelques jours après l'entrée en vigueur des droits compensatoires et anti-dumping de 27,2 % appliqués sur le bois d'œuvre canadien, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il verserait plus de 17 millions de \$ Can. en vue de financer une campagne d'information et de lobbying aux États-Unis. Les producteurs veulent notamment mieux faire connaître l'impact des sanctions américaines sur le bois résineux canadien pour les particuliers et les constructeurs aux États-Unis. Également au chapitre des compensations aux producteurs nationaux, Ottawa a annoncé le 20 juin que plus de 5,2 milliards de \$ Can. seront versés aux agriculteurs, ce qui porte l'aide publique à ce secteur à plus de 8,2 milliards. Cette mesure, en réponse au Farm bill, s'inscrit dans le cadre d'un plan qui vise « à renforcer le secteur agricole canadien et faire du Canada le chef de file mondial en matière de salubrité et de qualité des aliments, de production respectueuse de l'environnement et d'innovation ».....

- Le 26 juin, la Banque mondiale a approuvé un prêt de 155 millions au Guatemala. Les fonds iront essentiellement à la consolidation du système financier.

- Au derniers jours de mai, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a annoncé qu'elle verserait 74,5 millions de \$ Can. à la Banque africaine de développement. Les fonds iront principalement à la « cagnotte » des prêts à

faible taux d'intérêt consentis par la Banque aux pays les plus pauvres du continent.

- Le 28 juin, les États-Unis et le Mexique ont signé un nouvel accord visant le partage des eaux du Rio Grande, ou "Rio Bravo" comme on l'appelle au Mexique. Le Mexique fournira immédiatement 111 millions de mètres cubes d'eau aux États frontaliers des États-Unis. Le nouvel accord prévoit aussi que le Mexique entreprendra des travaux de modernisation hydrauliques sur les rivières alimentant le Rio Bravo, dont le fort disputé Rio Colorado. Les travaux totaliseront les 200 millions de \$ É.U. pendant les quatre prochaines années, dont 40 millions seront couverts par le gouvernement mexicain, 5 millions par celui des États-Unis, et 40 millions par la Banque de développement d'Amérique du nord (NADBank). Les fonds restants seront financés par projet par la NADBank. Selon un traité datant de 1944, les deux pays sont en effet tenus de se redistribuer mutuellement de l'eau à différents points géographiques de la frontière, le Mexique, invoquant la sécheresse, refusait de respecter ses engagements depuis cinq ans.

- Début juin, la Banque mondiale a offert un don de 225 000 \$ des É.U. au Honduras. Les fonds iront essentiellement au financement d'un projet gouvernemental (de 25 à 30 millions de \$ É.U.) visant à élever la productivité et la capacité exportatrice du pays.

- Le 4 juin, l'Organisation des États américains (OÉA) a adopté une nouvelle résolution appelant le gouvernement et les partis d'opposition à organiser de nouvelles élections législatives en Haïti (les dernières, fortement contestées, ayant eu lieu en mai 2000). L'organisme a aussi décidé d'envoyer une nouvelle mission de coopérants sur l'île.

- Les 15 et 16 juin, et après avoir organisé une marche populaire massive (les estimations variant entre 1 et... 9 millions de participants, selon l'orientation des sources), le gouvernement Castro a appelé

les citoyens à se prononcer sur la valeur "intouchable" du régime socialisme. L'initiat